


“Charles Michel n’a jamais bougé LE PETIT DOIGT”

 Le ministre-Président bruxellois tire le bilan d'un des plus grands fiascos belges de ces dernières années !

► Une petite semaine après le fiasco de la candidature belge pour l'organisation de quatre matchs de l'Euro 2020, le ministre-Président bruxellois Rudi Vervoort (PS) fait le point, avec un peu de recul, sur les erreurs des uns, les coups de Jarnac des autres. Surtout, il donne officiellement les clés du dossier au gouvernement fédéral. Ses explications, en exclusivité pour La DH.

Maintenant que l'Euro 2020 ne constitue plus une contrainte temporelle, que va-t-on faire avec ce projet de stade national ?

“D’abord, n’oublions pas qu’il a toujours un projet sur la table. Que va-t-il devenir ? On ne sait pas encore. Mais, contrairement à ce qu’on entend, les carottes ne sont pas cuites. Il ne faut néanmoins pas traîner pour trouver une solution.”

Le projet, bien. Mais qui pour le porter ?

“Je propose très sérieusement que le fédéral s’empare du dossier. Si c’est la Région bruxelloise qui reprend la main, il est certain que ça bloquera en Flandre. Donc, ça ne peut être que le fédéral. A-t-il la capacité de le faire ? Ya-t-il une volonté politique ? À eux de le démontrer. Nous n’avons aucun problème à ce qu’on dégage une solution dans le cadre qu’on s’est fixé, c’est-à-dire en dehors de tout fi-

nancement public.”

On reste sur le parking C alors...

“Je ne dis pas que le parking C est la seule solution. On peut imaginer autre chose. Mais il faut continuer à travailler avec Ghelamco.”

La démolition-reconstruction du stade Roi Baudouin reste une option ?

“Le stade Roi Baudouin peut devenir une option pour autant qu’il y ait un financement public. Or, un financement public n’est pas du tout à l’ordre du jour. Donc, non : le stade Roi Baudouin n’est plus une option. Et puis, très franchement, on a mis tellement de rustines sur ce stade... La vraie question par rapport à ce stade, c’est le Mémorial Van Damme. Il faut trouver une solution pérenne pour cet événement sportif.”

Avec le recul, quelles ont été les erreurs de Bruxelles ?

“Les erreurs sont souvent liées à des questions de personnes. J’entends, aujourd’hui, des reproches par rapport au tandem Yvan Mayeur – Alain Courtois. Certains ont dit qu’ils ont pris un peu genre : ‘On va vous expliquer comment ça marche’... Ce côté brusselleir, un peu dikkenek, ça peut jouer. Mais bien évidemment, il n’y a pas que ça. Fondamentalement, ceci reste des prétextes. Je crois profondément que d’aucuns ne visaient qu’une seule chose : faire échouer l’affaire.”

Vous visez qui en particulier ?

“Entre autres : l’Union belge, le gouvernement fédéral, Bart Verhaeghe (vice-président de l’Union belge, promoteur de Uplace – concurrent de Neo – et président du FC Bruges, Ndlr).”

C’est quoi le problème avec l’Union belge ?

“Au départ, elle soutenait le projet à fond. Et puis, on a senti à un moment donné qu’elle ne voulait plus s’exprimer sur le dossier. On s’est demandé pourquoi. On a dès lors constaté un changement de direction au sein de l’Union belge. Nous avions beaucoup de contacts avec la précédente direction. Moins avec la nouvelle. Le vrai patron, ce n’est pas Gérard Linard, c’est Bart Verhaeghe.”

Quel rôle Bart Verhaeghe a-t-il joué ?

“D’abord, c’est le promoteur du projet immobilier Uplace, en concurrence directe de Neo. Dans le jargon, on appelle ça des conflits d’intérêts. L’homme joue sur deux tableaux. Torpiller Neo a toujours été un objectif majeur pour lui. C’est lui – on le sait – qui entretient les associations qui introduisent tous les recours. Il y a aussi la rivalité Bruges VS Anderlecht. Et à l’époque, il ne fallait surtout pas qu’Anderlecht profite d’un nouveau

stade avec de l'argent public..."

Que reprochez-vous au gouvernement fédéral ?

"Il se permet de nous faire la leçon alors qu'il n'a rien fait pendant des années. Charles Michel n'a jamais levé le petit doigt sur ce dossier."

Pourquoi ?

"Tout simplement parce qu'il est incapable de faire quoi que ce soit face à une N-VA qui n'aurait jamais toléré que le gouvernement s'empare du dossier, porte une sorte d'union des forces vives belges pour mener ce projet à bien."

Le MR dit que vous ne l'avez pas sollicité.

"Dès le début du projet, j'ai eu des discussions avec un certain nombre des ministres MR du gouvernement fédéral via, entre autres, la Société fédérale de parti-

cipations et d'investissement."

On vous reproche de vous être lancé dans un tel projet sans accord préalable.

"C'est complètement faux. Lorsque je commence à discuter du projet, fin 2012, je prends des contacts politiques en Flandre. J'ai rencontré personnellement Kris Peeters sur ce sujet (alors ministre-Président flamand,

Ndlr). Il m'a dit qu'il n'allait pas s'opposer au projet. Je suis allé voir les autres partis. Évidemment que nous avons un accord politique avec les Flamands : le CD&V, l'Open-VLD, le SP.A. L'accord politique, la délivrance des permis, le maintien de l'ordre, la mobilité. Tout était réglé, mis sur papier !"

Que s'est-il passé entre-temps ?

"La N-VA se retrouve dans la majorité fédérale et régionale. Là, ils ne disent rien de manière ostentatoire mais on sent bien que les pelures de banane commencent à être lancées. La plus extraordinaire fut l'histoire du chemin vicinal. Là, on s'est vraiment rendu compte qu'il y avait une volonté manifeste de nuire. Des associations aiguillées par des bureaux d'avocats avaient décidé de tuer le projet. Parce que ce chemin vicinal, il n'existe pas ! Ce qui était une pure fiction est devenu un argument crédible aux yeux de la population."

Votre erreur à vous, d'un point de vue plus personnel ?

"Mon erreur est d'avoir cru qu'un tel événement, qu'un tel projet allait mobiliser le monde politique belge dans son ensemble. Je l'ai cru. J'ai fait une erreur. Force est de constater qu'aujourd'hui, la Belgique est incapable de porter un projet fédérateur d'envergure."

Interview > Mathieu Ladevèze

